



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de Wallis et Futuna pour 2024 et 2025

Document d'action « Programme européen d'appui au développement durable et raisonné du secteur du tourisme de Wallis et Futuna »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde, auquel l'article 82 de la DAOG fait référence.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Programme européen d'appui au développement durable et raisonné du secteur du tourisme de Wallis et Futuna Référence OPSYS : ACT-62696 Financé au titre de la décision d'association outre-mer (Décision 2021/1764/UE du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland -DAOG).
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: Wallis et Futuna
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 de Wallis et Futuna
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	<ul style="list-style-type: none">• Objectif spécifique 1 – Poursuivre le désenclavement du Territoire des îles Wallis et Futuna et promouvoir la destination• Objectif spécifique 2 – Investir dans la formation et développer les compétences pour renforcer les capacités du Territoire• Objectif spécifique 3 – Développer une offre de services durables fondés sur la circularité• Objectif spécifique 4 – Développer l'économie locale, y compris le tourisme durable, à travers d'une approche de valorisation du patrimoine naturel et culture
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	330 – Commerce et tourisme
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD 8 – Travail décent et croissance économique Autres ODD importants: ODD n° 4 - Éducation de qualité ; ODD n° 5- Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles; ODD 6 - Eau propre et assainissement ; ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures ; ODD n° 10 – Réduction des inégalités ; ODD n° 13 – Lutte contre les changements climatiques ; ODD n° 14 – Vie aquatique.

8. a) Code(s) CAD	33210 - Politique du tourisme et gestion administrative – 60% 11330 - Formation professionnelle – 20% 14050 - Traitement des déchets – 5% 16061 - Culture et diversité culturelle – 10% 41040 - Protection des sites – 5%			
8. b) Principal canal d'acheminement	Gouvernement bénéficiaire - 12000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	/

	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	énergie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	transports	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.050200.01 - Programmes Territoriaux</p> <p>Coût total estimé: 20 400 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE : 20 400 000 EUR dont</p> <p>20.000.000 EUR pour l'appui budgétaire et</p> <p>400 000 EUR pour l'appui complémentaire.</p> <p>La contribution est d'un montant de 17 400 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2024 et d'un montant de 3 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2025, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p>			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	<p>Gestion directe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui budgétaire : contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles - Marchés publics : contrat(s) de service 			

1.2 Résumé de l'action

Le "Programme européen d'appui au développement durable et raisonné du secteur du tourisme de Wallis et Futuna" pour la période 2025-2028, d'un montant de 20,4 millions d'euros (dont 20 millions en appui budgétaire et 400 000 euros en appui complémentaire), vise à promouvoir le développement socio-économique durable et inclusif du Territoire à travers le développement du tourisme durable.

Cette Action Union européenne (UE) – Wallis-et-Futuna s'inscrit dans le cadre de la Décision d'association outre-mer, y compris le Groenland (DAOG) et contribue aux objectifs de développement territorial à travers la Stratégie de Convergence 2019-2030 et la Stratégie Tourisme 2020-2030 (actualisée et validée en mars 2024), visant l'atteinte des Objectifs de Développement Durable et une transition économique verte et bleue.

Elle répond à plusieurs problèmes majeurs du Territoire : diversifier l'économie de Wallis-et-Futuna, actuellement dépendante des subventions étatiques et de l'emploi public, créer des opportunités économiques pour retenir et attirer les jeunes, lutter contre la pauvreté et les inégalités, notamment entre les hommes et les femmes, en intégrant les communautés locales dans le développement du secteur touristique, et adopter des pratiques écoresponsables pour renforcer la résilience climatique face aux défis environnementaux.

Les principaux défis du secteur seront abordés, notamment la structuration de la gouvernance touristique, la promotion et la facilitation de l'accès à Wallis-et-Futuna, la formation, l'accompagnement et la professionnalisation du secteur, le renforcement de l'offre touristique, ainsi que l'aménagement durable du territoire.

Les tranches fixes, représentant la majeure partie du financement, assureront un soutien immédiat et continu aux projets essentiels, tandis que les tranches variables, conditionnées à l'atteinte de certains indicateurs de performance, inciteront à l'efficacité et à la pertinence des actions entreprises.

Le programme contribuera à l'atteinte de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), ainsi qu'à l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 5 (égalité des sexes), l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructures), et l'ODD 13 (lutte contre le changement climatique).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Contexte Général

Le contexte politique et la stratégie d'intervention de l'Union Européenne (UE) pour Wallis-et-Futuna s'inscrivent dans une vision plus large de renforcement des liens avec la région indopacifique, un espace géopolitique crucial en raison de son importance économique, démographique, et politique croissante. Face aux défis posés par la montée en puissance de la Chine et de la Russie, l'UE cherche à consolider ses relations avec les pays de cette région par le biais de partenariats économiques, politiques et de défense, tout en promouvant la stabilité, la sécurité, la prospérité, et le développement durable, la transition écologique, la gouvernance des océans, les partenariats numériques et la connectivité. Wallis-et-Futuna, en tant que PTOM, joue un rôle clé dans cette stratégie.

Wallis-et-Futuna est une Collectivité d'Outre-Mer (COM) à statut particulier (unique) régie par l'article 74 de la Constitution française. L'Administrateur supérieur, de rang préfectoral depuis 1987, représente l'État français et est également chef du Territoire. Il supervise les circonscriptions des trois royaumes (Uvea, Alo, Sigave) qui sont gérés par des chefferies coutumières. Du point de vue de l'UE, Wallis-et-Futuna est un Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM). La coopération est encadrée par la Décision d'Association Outre-Mer et Groenland (DAOG) et mise en œuvre via des Programmes Indicatifs Pluriannuels (PIP).

À l'échelle mondiale, certains progrès ont été réalisés en matière de droits des femmes. Aux îles Wallis et Futuna, le taux de natalité chez les adolescentes est de 12,8 pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans en 2010. En décembre 2020, seulement 0,8 % des indicateurs nécessaires pour surveiller les ODD du point de vue du genre étaient disponibles, avec des lacunes dans des domaines clés, en particulier : la violence contre les femmes, le travail non rémunéré de soins et domestique. Toutefois, et les principaux indicateurs du marché du travail, tels que le taux de chômage et les écarts de rémunération entre les sexes sont mesurés ponctuellement dans le cadre de l'enquête « budget des familles ». Les femmes à Wallis et Futuna sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les hommes en raison de revenus globalement plus faibles. Par ailleurs, de nombreux domaines – tels que le genre et la pauvreté, le harcèlement physique et sexuel, l'accès des femmes aux actifs (y compris la terre) et le genre et l'environnement – manquent de méthodologies comparables pour un suivi régulier. Combler ces lacunes en matière de données sur le genre est essentiel pour atteindre les engagements liés au genre des ODD aux îles Wallis et Futuna¹.

La stratégie d'intervention pour Wallis-et-Futuna, spécifiée dans le PIP 2021-2027, se concentre principalement sur le développement socio-économique durable avec un accent sur le tourisme durable. Cette stratégie s'aligne avec la Stratégie de Convergence 2019-2030 et la Stratégie Tourisme 2020-2030 du Territoire, visant une transition économique verte et bleue. Elle s'intègre également dans l'initiative régionale Team Europe « Alliance Verte-Bleue pour le Pacifique » et se complète avec certaines priorités du Global Gateway, telles que le développement humain, la cohésion sociale et la promotion de l'égalité des sexes, ainsi que la lutte contre le changement climatique par des initiatives telles que la promotion d'énergies renouvelables et des pratiques écoresponsables. Des résultats concrets attendus de cette stratégie incluent l'amélioration de l'infrastructure liée au tourisme, comme les systèmes d'adduction d'eau potable, l'assainissement écologique, la gestion des déchets maritimes, le développement de réseaux d'éco lodges, et la transformation des voies en zones pédestres et cyclables. Ces initiatives sont essentielles pour rendre le secteur du tourisme à Wallis-et-Futuna durable et un moteur d'emploi local, tout en luttant contre l'émigration des jeunes par la création d'opportunités d'emploi qualifié. Ces efforts reflètent un engagement profond de l'UE à intégrer Wallis-et-Futuna non seulement dans ses stratégies régionales, mais aussi dans un effort

¹ [Wallis and Futuna Islands, UN Women, 2021](#)

global visant à promouvoir un développement qui est à la fois durable et inclusif, soulignant l'importance stratégique de Wallis-et-Futuna dans le cadre géopolitique plus large de l'Indopacifique. En outre, il est pertinent de souligner que l'action est alignée avec le Plan d'Action de Genre III, en particulier avec son domaine thématique d'engagement 'renforcer les droits économiques et sociaux et autonomiser les filles et les femmes'².

Contexte Spécifique

L'objectif général du PIP 2021-2027 pour Wallis-et-Futuna est de soutenir le développement socio-économique durable et inclusif du Territoire, en mettant particulièrement l'accent sur un développement durable et raisonné du secteur touristique. Les objectifs spécifiques comprennent : poursuivre le désenclavement de Wallis-et-Futuna et promouvoir la destination ; investir dans la formation et développer les compétences pour renforcer les capacités locales ; développer une offre de services durables fondés sur la circularité ; et valoriser le patrimoine naturel et culturel pour stimuler l'économie locale, y compris le tourisme durable.

La modalité de mise en œuvre retenue est l'appui budgétaire, déjà utilisée avec succès dans le cadre du 11ème FED. Les conditions générales d'éligibilité sont réunies, sous réserve de l'actualisation du plan d'action Gestion des Finances Publiques et de la finalisation du cadre de mesure des performances de la stratégie tourisme.

L'action s'inscrit dans la dynamique de la stratégie de coopération de l'UE dans la région indopacifique, visant notamment la transition verte. Elle complète l'initiative régionale Team Europe « Alliance Verte-Bleue pour le Pacifique ». Cette action vise à promouvoir le développement socio-économique durable et inclusif de Wallis-et-Futuna en soutenant le tourisme durable et raisonné, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment les ODD 5 (égalité des sexes), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure), et ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques).

Les résultats escomptés de cette action ont été partiellement mis à jour par rapport au PIP afin de s'aligner sur la stratégie de développement touristique durable dont la version finale actualisée a été adoptée en mars 2024 par le Territoire.

2.2 Analyse des problèmes

Cette action cherche à remédier aux problèmes généraux du territoire en répondant aux défis spécifiques qui se posent au développement d'un tourisme durable:

- **Dépendance économique et manque de diversification** : L'économie de Wallis-et-Futuna repose principalement sur les emplois publics et est fortement dépendante des subventions étatiques, limitant l'autonomie économique et le développement.
- **Déclin démographique** : L'émigration des jeunes contribue au vieillissement de la population, à la perte de main-d'œuvre qualifiée, et à un ralentissement économique.
- **Pauvreté et inégalités** : Wallis-et-Futuna connaît un niveau de pauvreté et des inégalités de revenu plus élevés qu'en métropole. Le taux de chômage y est élevé, et l'économie locale repose principalement sur l'agriculture de subsistance et la pêche, avec peu d'opportunités dans le secteur privé. Les infrastructures de santé et d'éducation sont limitées, exacerbant les disparités sociales. De plus, l'isolement géographique contribue à un coût de la vie élevé, rendant l'accès aux biens et services essentiels plus difficile pour les habitants incluant les inégalités associées à la discrimination à l'égard des femmes ou des personnes en situation de handicap.
- **Défis environnementaux et climatiques** : les activités humaines et le changement climatique menacent les écosystèmes uniques et la biodiversité de Wallis-et-Futuna, augmentant la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes.
- **Défis sectoriels** : Wallis et Futuna fait face à des défis notables pour développer le tourisme. Le manque de notoriété de la destination, un accès aérien et un hébergement coûteux et rare, des liaisons inter-îles peu fiables, peu de structures d'accueil des touristes, une offre touristique peu structurée et des sites sous-valorisés, un secteur privé freiné par un accès limité au financement et un manque de compétences techniques spécialisées, l'absence de réglementation touristique, l'absence de structure de gouvernance et de stratégie marketing, une faible disponibilité de données statistiques.

² <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017>

Parties Prenantes et Questions Institutionnelles/Organisationnelles

- **Le Préfet**, représente l'État français, assure l'application des lois et règlements nationaux, et est également le chef du territoire. Il coordonne les efforts entre l'Assemblée territoriale, les chefferies et les services de l'État, facilitant le développement local et la mise en œuvre des stratégies territoriales.
- **L'Assemblée Territoriale**, est l'organe délibérant du territoire, composé de membres élus. Elle légifère sur les affaires locales, vote le budget, et administre les services publics territoriaux.
- **Les Chefferies**, préservent les traditions et coutumes locales, en jouant un rôle central dans la gouvernance communautaire. Elles collaborent avec l'administration territoriale pour gérer les affaires publiques et résoudre les conflits au sein de la communauté, et assurent la liaison entre l'administration et la communauté.
- **La Commission des Affaires Économiques du Développement et du Tourisme (CAEDT)** : émane de l'Assemblée Territoriale, s'occupe du suivi et de la gestion des initiatives touristiques à travers l'examen et la préparation des projets pour délibération en assemblée plénière.
- **Le Conseil Territorial du Tourisme de Wallis et Futuna** : dispositif inclusif, rassemblant l'ensemble des parties prenantes du tourisme, y compris les autorités coutumières, et le Conseil Territorial des Femmes de Wallis et Futuna (CTF)³. Il joue un rôle clé dans l'appui à la coordination stratégique de la politique de tourisme.
- **La Mission Tourisme (AdSup)** : elle est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie touristique. Elle est confrontée à des défis tels que le manque de ressources et de compétences spécialisées.
- **Le Service de l'Environnement**, gère et protège l'environnement. Il est impliqué notamment dans la protection de la biodiversité et la promotion de pratiques touristiques écologiques.
- **La Chambre de Commerce, d'Industrie, des Métiers et de l'Agriculture de Wallis et Futuna (CCIMA)** : Supporte le développement des entreprises et participe à la formulation des politiques publiques.
- **Acteurs Privés et Associations** : Jouent un rôle vital dans l'accueil et l'animation touristique, promouvant le tourisme durable et la valorisation du patrimoine local ainsi que la défense des droits des femmes, et des personnes en situation de handicap.
- **La population locale** est au cœur de toute initiative de développement touristique. Elle participe activement en tant que bénéficiaire et fournisseuse de services, préservant la culture et protégeant l'environnement avec une connaissance approfondie des traditions et un engagement communautaire fort.

L'action couvrira la coordination entre les parties prenantes, la clarification des mandats et des rôles, le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles, et l'alignement des actions avec les objectifs de la stratégie de développement touristique durable.

2.3 Autres domaines d'évaluation

2.3.1 Politique publique

Cadre Politique pour la Stratégie de Développement Touristique Durable à Wallis-et-Futuna

Contenu de la Politique : la Stratégie de Développement Touristique Durable de Wallis-et-Futuna (2020-2030) vise à promouvoir la croissance économique, le développement social et la durabilité environnementale en utilisant les atouts culturels et naturels du territoire. Elle couvre une période de dix ans, alignée avec la Stratégie de Convergence 2019-2030.

Processus de Formulation : formulée à partir d'un audit de 2015 par Atout France, la stratégie a été révisée en 2023 pour inclure des objectifs environnementaux et approuvée en mars 2024 par l'Assemblée Territoriale. La formulation de la politique a impliqué des parties prenantes à travers de nombreuses réunions et consultations, reflétant les besoins et aspirations des communautés locales

Suivi et Évaluation : un cadre de mesure des performances, incluant des objectifs cibles, a été développé par le Territoire. Des revues annuelles permettront d'ajuster les actions nécessaires, assurant la transparence et la responsabilité dans la mise en œuvre de la stratégie.

³ Le Conseil Territorial des Femmes de Wallis et Futuna (CTF) a été créé en 1993 avec l'objectif de fédérer les associations de femmes existant sur le territoire. Son rôle principal est de promouvoir la réflexion et l'élaboration de propositions concrètes concernant la place des femmes dans la société wallisienne et futunienne, tant sur le plan économique, social que culturel

Cohérence de la Politique : la stratégie s'aligne avec d'autres politiques territoriales et nationales, telles que la Stratégie de Convergence, la Stratégie pour la biodiversité et la Stratégie d'adaptation au changement climatique (SAC). En particulier, la stratégie tourisme durable adopte une approche commune avec la SAC en matière de gestion durable des ressources naturelles, de développement d'infrastructures résilientes, d'implication des acteurs locaux, et de promotion d'un développement économique respectueux de l'environnement. Ces deux stratégies se renforcent mutuellement pour assurer un développement socio-économique durable et inclusif du territoire. De même, l'alignement entre la stratégie touristique et la stratégie pour la biodiversité de Wallis-et-Futuna se manifeste par une approche intégrée visant à préserver l'environnement tout en développant un tourisme durable. Les actions concertées dans la gestion des ressources naturelles, le développement d'infrastructures écologiques, et la sensibilisation des acteurs locaux et des touristes permettent de concilier le développement socio-économique avec la protection de la biodiversité.

Mécanismes de Révision et Coordination : le Conseil Territorial du Tourisme (CTT), co-présidé par le préfet et le Président de l'Assemblée Territoriale, et associant l'ensemble des principales parties prenantes, joue un rôle clé dans la coordination et la révision des initiatives touristiques.

Pertinence de la Stratégie de Développement Touristique Durable de Wallis-et-Futuna

La stratégie répond à plusieurs défis majeurs du territoire. La stratégie touristique de Wallis-et-Futuna, alignée avec la Stratégie de Convergence 2019-2030 et les ODD, vise à diversifier l'économie, réduire la dépendance aux subventions et générer des revenus locaux. En promouvant le tourisme durable, elle stimule l'économie locale, améliore les infrastructures et valorise la culture locale, tout en offrant des opportunités économiques et des formations pour retenir les jeunes et combattre le déclin démographique. En intégrant les communautés locales, la stratégie réduit la pauvreté et les inégalités, comme celles liées au sexe ou à la situation de handicap (même s'il n'y a pas de mesures spécifiques pour cette dernière dans la stratégie du tourisme), assure une distribution équitable des bénéfices et favorise l'inclusion sociale. En adoptant des pratiques écoresponsables, elle minimise l'impact climatique et renforce la résilience du territoire, soutenant ainsi une croissance économique durable et inclusive.

La stratégie de Wallis-et-Futuna répond adéquatement aux défis spécifiques du secteur touristique. L'analyse AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces) a guidé l'élaboration de la stratégie, ce qui a permis d'exploiter les atouts tels que la richesse culturelle et la beauté naturelle du territoire et de traiter les faiblesses comme l'insuffisance des infrastructures touristiques et la formation du personnel. La stratégie saisit les opportunités tout en mitigeant les menaces liées aux défis environnementaux et climatiques.

La stratégie est pertinente au regard des priorités politiques de l'UE. La stratégie, alignée avec l'Agenda 2030 et le Consensus Européen sur le Développement, soutient les ODD tels que la réduction de la pauvreté, la croissance économique durable, la lutte contre l'inégalité des sexes, et la préservation de l'environnement. Complémentaire à l'initiative régionale Team Europe « Alliance Verte-Bleue pour le Pacifique », elle est cohérente avec les objectifs du Global Gateway en matière de développement humain, cohésion sociale, lutte contre le changement climatique et émigration des jeunes. La stratégie inclut la gestion durable des ressources naturelles, la transition énergétique et l'inclusion économique des femmes. Elle promeut également un tourisme respectueux de l'environnement et de la culture locale, en accord avec les engagements environnementaux de l'UE.

La **crédibilité de la stratégie** de développement touristique de Wallis-et-Futuna repose sur plusieurs piliers:

- **Début de mise en œuvre:** L'engagement proactif du territoire se manifeste par la création du Conseil Territorial du Tourisme, le développement d'un site web de promotion touristique, d'un kiosque d'information, et diverses initiatives visant à améliorer l'infrastructure touristique et la formation professionnelle.
- **Financement et viabilité de la politique:** Le coût total de la stratégie s'élève à 44,8 millions d'euros, avec des fonds alloués équitablement entre les divers aspects de la stratégie. Près de 50 % du financement provient de l'Union Européenne (20 M€), l'Etat, via notamment le Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2024_2027 (35, 512 M€) fournira les ressources complémentaires. La stratégie apparaît finançable.
- **Capacité institutionnelle et appropriation de la stratégie:** La capacité de Wallis-et-Futuna à piloter et à mettre en œuvre des stratégies a montré des signes d'amélioration notable depuis 2022, comme en témoignent les résultats obtenus dans le cadre de la stratégie de développement du numérique et l'amélioration de la GFP. Dans le domaine du tourisme, l'existence de structures de gouvernance inclusive telles que le Conseil Territorial du Tourisme permet une réelle appropriation de la stratégie par l'ensemble des parties prenantes et constitue une base solide

pour une coordination efficace. Les capacités de la mission tourisme et de la chambre de commerce restent par ailleurs à renforcer.

- **Exhaustivité et allocation budgétaire:** Le budget est bien structuré pour soutenir les objectifs de développement durable, économique, et social, montrant une compréhension claire des besoins du territoire et des investissements nécessaires pour une croissance durable.
- **Coordination interinstitutionnelle:** La coordination entre les différents niveaux de gouvernance et les acteurs clés est active et bien maintenue, ce qui est crucial pour l'implémentation réussie de la stratégie. L'engagement politique fort, illustré par la régularité des réunions du CTT renforce la gouvernance et la redevabilité.
- **Base analytique et qualité des données:** Bien que la base analytique soit jugée robuste grâce aux évaluations effectuées par Atout France et l'AFD, la collecte de données statistiques spécifiques au tourisme doit être améliorée pour permettre un suivi efficace des progrès et ajustements de la politique. Des actions en la matière sont prévues dans le cadre de la stratégie, avec notamment le renforcement du suivi des flux de passagers et la mise en place d'un observatoire du tourisme.

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.2 Politique macroéconomique

Principales caractéristiques de l'économie de WF. Wallis-et-Futuna, en tant que collectivité d'outre-mer française, présente une économie principalement soutenue par les subventions de l'État français, les taxes à l'importation, les licences de pêche et les envois de fonds des expatriés, en particulier de Nouvelle-Calédonie. L'économie est largement dépendante du secteur public, avec le Territoire étant le principal employeur. Le secteur privé reste limité et se concentre principalement sur l'agriculture de subsistance, la pêche et de petits commerces locaux. Le secteur public est le principal employeur et financeur des projets sur les deux îles, expliquant en grande partie la résilience de l'activité économique face à la pandémie, dont les dernières répercussions ont été ressenties en 2022.

Principaux agrégats macroéconomiques. Aucune mesure du Produit Intérieur Brut n'a été réalisée depuis 2008. Le PIB 2008 (10 100 € par habitant) est l'avant-dernier des outre-mer, devant Mayotte (9 000 €). En 2023, l'économie de Wallis-et-Futuna est marquée par une forte dépendance aux subventions de l'État français et aux taxes à l'importation. Le PIB est largement soutenu par le secteur public, avec des activités privées limitées à l'agriculture de subsistance, la pêche, et de petits commerces locaux. L'inflation a atteint 4,9 %, principalement en raison de la hausse des prix des services et de l'alimentation. La consommation des ménages a diminué, comme en témoigne la baisse des importations de biens de consommation et des immatriculations de véhicules.

Le marché de l'emploi a subi une légère détérioration, avec une diminution du nombre de salariés dans les secteurs privé et public. Cependant, les entreprises ont continué d'investir, avec une augmentation notable des importations de biens d'équipement, notamment dans le secteur du BTP, soutenu par la commande publique. Au premier trimestre de l'année 2024, l'économie des îles Wallis-et-Futuna semble repartir : l'inflation ralentit après deux années de forte augmentation, et les importations repartent à la hausse. L'emploi déclaré dans le secteur privé est en baisse, mais le niveau élevé des importations de biens d'équipement, synonyme d'investissement des entreprises, est encourageant. Si le trafic international fait un bon démarrage au premier trimestre 2024, la fermeture de l'aéroport de Nouméa et l'annulation des avions desservant le territoire devraient pénaliser le tourisme sur les deux îles au second trimestre.

Politiques macro-économiques. Les politiques macro-économiques du Territoire sont définies par l'État français. La politique budgétaire est encadrée par l'obligation de voter le budget en équilibre, et la politique monétaire et la politique de change sont gérées par la Banque de France pour le compte de la Banque Centrale Européenne.

Efforts pour mobiliser des ressources financières. La structure fiscale de Wallis et Futuna est principalement basée sur des contributions indirectes avec une capacité très limitée à lever des taxes directes. Cela limite l'autonomie financière du territoire et sa capacité à financer ses propres projets de développement. La Cour des comptes recommande l'instauration de ressources fiscales propres pour garantir un financement durable des charges courantes et répondre aux défis majeurs du territoire, tels que les coûts associés à la solidarité et aux prestations sociales, au vieillissement de la population et au maintien de la fonction publique territoriale.

Vulnérabilité aux chocs externes et endogènes. Wallis-et-Futuna présente plusieurs vulnérabilités économiques. La dépendance aux subventions de l'État français limite son autonomie. L'isolement géographique entraîne des coûts de transport élevés, augmentant le coût de la vie et restreignant l'accès aux marchés. L'émigration des jeunes réduit la population active, provoquant un vieillissement démographique et affaiblissant l'économie locale. Les infrastructures de transport et de services publics sont limitées et souvent en mauvais état, entravant le développement économique. Par ailleurs, Wallis-et-Futuna est particulièrement vulnérable au changement climatique, notamment à l'élévation du niveau de la mer, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux changements des régimes de précipitation. Des mesures d'adaptation prévues dans la stratégie telles que la protection côtière, la gestion durable des ressources en eau, et la promotion des énergies renouvelables sont essentielles. La conservation des écosystèmes et l'implication de la communauté locale sont cruciales pour assurer un développement durable et résilient face aux défis climatiques. Enfin, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité aux perturbations mondiales. Enfin, la baisse de l'emploi privé, la hausse des prix et les difficultés d'accès aux services financiers augmentent la vulnérabilité économique des ménages.

En conclusion, les autorités mènent une politique macroéconomique axée sur la stabilité et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.3 Gestion des finances publiques (GFP)

Forces du système de GFP

1. Cadre juridique et réglementaire robuste:

- Wallis et Futuna disposent d'un cadre juridique bien défini pour la gestion des finances publiques, avec des règles claires concernant la préparation et l'exécution du budget. Cela inclut la loi statutaire de 1961 et divers décrets qui régissent les finances locales.
- Outre le budget du territoire, doté de deux budgets annexes, trois circonscriptions disposent de budgets autonomes, gérant des recettes plus limitées. Ces budgets sont tenus selon les règles de l'instruction M52, adaptée à la Nouvelle Calédonie.

2. Contrôle et Audit Externes:

- Le budget du Territoire répond aux mêmes critères juridiques et financiers et aux mêmes contrôles que n'importe quelle collectivité locale française.
- Un contrôle sur la gestion du Territoire est exercé par l'Etat via le préfet, et par la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques). La Cour des comptes assure le contrôle externe et effectue régulièrement des rapports d'observation qui contribuent à une meilleure transparence et responsabilité financière.

3. Dynamique positive : des progrès significatifs dans la GFP sont observés depuis 2023 avec l'amélioration de l'exécution du budget d'investissement, l'introduction de provisions pour risques et charges dans le budget 2024, la rééducation des restes à réaliser reportés dans le budget, l'amélioration de la sincérité du budget et les actions de renforcement des capacités.

Faiblesses du système de GFP⁴.

Sur la base du rapport d'observations 2023 fait par la Cour des Comptes sur les dépenses directes de l'Etat et les budgets locaux de l'archipel (exercices 2016-2021), et de l'évaluation du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT)⁵ les faiblesses suivantes sur la gestion 2016-2021 ont été identifiées :

- Faible exécution du budget d'investissement du Territoire et du budget annexe du SPT.
- Absence de dotations pour amortissements.
- Absence de budgets annexes pour certains services essentiels (eau, assainissement et électricité),
- Manque de systèmes de suivi des performances,
- Existence de restes à réaliser (RAR) reportés dans le budget sans justification juridique. Toutefois leur importance est en voie de réduction sensible depuis 2022,
- Commande publique maîtrisée, mais perfectible.

⁴ Voir le rapport d'observations fait par la Cour des Comptes sur les dépenses directes de l'Etat et les budgets locaux de l'archipel (exercices 2016-2021), et Evaluation du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) Wallis-et-Futuna 2019-2022 - Phase 3 - Rapport final ».

⁵ Evaluation du Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) Wallis-et-Futuna 2019-2022 - Phase 3 - Rapport final ».

- Fiabilité des rapports financiers réduite par les pratiques budgétaires et comptables (RAR reportés, absence de comptabilisation des amortissements et provisions pour risques ...). Des progrès sensibles sont cependant observés depuis 2023, et dans le cadre du budget 2024.
- Absence de situation budgétaire prospective et rétrospective

La perspective de genre n'est pas intégrée dans la planification budgétaire, et la GFP ne prend pas explicitement en compte les questions environnementales et climatiques (pas de critères environnementaux et climatiques dans la planification et l'exécution budgétaire).

Mobilisation des Ressources Financières locales

La politique fiscale de Wallis-et-Futuna est unique et reflète son autonomie réglementaire. L'Assemblée territoriale fixe les impôts locaux sans imposer de taxes directes comme l'impôt sur le revenu ou les sociétés, se concentrant sur des contributions indirectes telles que les taxes sur la patente, la consommation intérieure et les droits de douane. Des exonérations fiscales et des ajustements tarifaires encouragent le développement économique et les pratiques durables, avec approbation de l'Assemblée. La Cour des comptes recommande de réviser cette politique pour établir des recettes fiscales propres, mais les marges de manœuvre sont limitées. La concurrence de Starlink pose un défi pour les recettes du Service des Postes et Télécommunications. Le Service des Douanes et des Contributions diverses gère les taxes, facilite les procédures en ligne, et lutte contre la fraude avec le soutien de la Direction Générale des Douanes.

Pertinence et Crédibilité des Réformes de GFP

Le plan d'action d'amélioration de la gestion des finances publiques (GFP) et de la transparence, élaboré en 2022 avec l'appui de l'assistance technique 11^{ème} FED, apparaît pertinent, en ce qu'il répond à de nombreux défis identifiés par la Cour des Comptes dans son dernier rapport d'observation (2023). En dépit de certaines faiblesses (absence de séquençage et d'objectifs-cibles en particulier), le plan apparaît crédible du fait des progrès observés en 2023 (amélioration de l'exécution budgétaire en 2023, intégration de provisions pour risques et imprévus dans le budget 2024, réduction sensible du montant des restes à réaliser reportés ...). Cependant les efforts doivent être poursuivis et des défis subsistent (gestion des amortissements, mesure des performances, gestion financière du SPT...) et de nouveaux chantiers apparaissent suite au rapport d'observation de la Cour des Comptes (fiscalité propre, budgets annexes, commande publique). Aussi, une actualisation du plan pour introduire des objectifs mesurables, un séquençage approprié des actions, et couvrir potentiellement certains nouveaux défis identifiés par la Cour des Comptes ainsi que pour redéfinir les ambitions en matière de transparence, apparaît nécessaire.

En conclusion, la stratégie de réforme de la GFP est suffisamment pertinente et crédible, notamment en ce qui concerne la mobilisation des recettes territoriales, et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.4 Transparence et contrôle du budget

Les budgets adoptés sont systématiquement publiés au Journal officiel du Territoire et sur le site web officiel de l'Administration supérieure, garantissant ainsi un accès ouvert et en temps opportun aux informations budgétaires. Les comptes administratifs suivent un processus similaire de publication, garantissant l'accessibilité des informations budgétaires aux citoyens. Le Territoire a notamment publié le budget 2023 du Territoire. Les documents budgétaires incluent des détails complets des montants à divers stades de la programmation et de l'approbation, ainsi que des informations sur l'exécution budgétaire, l'endettement, et les effectifs territoriaux. Cependant, certaines pratiques comptables, comme les restes à réaliser (RAR) et les amortissements, ont historiquement réduit la fiabilité des données financières, bien que des améliorations aient été notées récemment grâce à un plan d'action pour une meilleure gestion des finances publiques (GFP).

Une faiblesse majeure reste la qualité et la ponctualité de la publication des informations budgétaires, avec des retards et une documentation parfois insuffisante pour le public. La révision programmée du plan d'action GFP en 2024 pourrait offrir une opportunité pour améliorer ces aspects et renforcer la transparence et le contrôle budgétaire.

La publication des rapports d'observation de la Cour des comptes pour Wallis-et-Futuna joue un rôle crucial dans la transparence. Ils fournissent une évaluation détaillée de la gestion publique, mettant en lumière les pratiques administratives et financières, permettant aux citoyens de voir comment les fonds et les ressources publiques sont gérés. En tant que mécanisme de surveillance indépendant, ils offrent un contrôle externe essentiel, tout en

promouvant la responsabilité et l'amélioration continue dans la gestion publique. Ces rapports contribuent à une gouvernance plus efficace et responsable à Wallis-et-Futuna. Le dernier rapport d'observation a été publié en janvier 2023.

En conclusion, la documentation budgétaire pertinente a été publiée et le critère d'éligibilité est rempli.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer le développement économique et social, durable et inclusif de Wallis et Futuna.

L'objectif spécifique est d'augmenter l'offre et la demande de produits et services touristiques durables et socialement intégratifs à Wallis & Futuna.

Les **produits induits** contribuant à l'objectif spécifique de la stratégie sont les suivants :

1.1 La gouvernance touristique du Territoire est renforcée.

- Des instances de gouvernance et de coordination du secteur sont créés ;
- Un observatoire du tourisme est créé ;
- Une réglementation touristique est mise en place.

1.2 : La promotion et la facilitation de l'accès à WF sont améliorés

- La destination est promue ;
- L'accès à la destination est optimisée ;
- L'orientation des touristes est améliorée .

1.3 : Les capacités des acteurs du secteur du tourisme et la professionnalisation du secteur touristique sont renforcés

- Les acteurs locaux sont formés et accompagnés ;
- Les métiers du tourisme sont valorisés .

1.4 : L'Offre de tourisme durable et inclusif est renforcée

- L'offre d'hébergement est développé ;
- L'offre touristique ciblée est densifiée ;
- Les ressources et savoir-faire locaux sont valorisés.

1.5- L'aménagement durable du Territoire est renforcé

- Des infrastructures touristiques durables sont développées ;
- Des actions de préservation de la biodiversité locale sont menées ;
- Les démarches favorisant la transition énergétique sont soutenues ;
- Le développement de l'éco-mobilité est favorisé.

Les **produits directs** de cette action sont les suivants :

2.1. Un espace budgétaire accru ;

2.2. La prévisibilité des fonds est améliorée ;

2.3. Les coûts de transaction sont réduits ;

2.4. Un dialogue entre le territoire et l'UE plus aligné sur les priorités politiques et concourant à la gestion des risques ;

2.5. Le suivi et les rapports des réformes du pays sont améliorés ;

2.6. Un appui institutionnel (assistance technique, formation) dans la mise en œuvre de la stratégie est fourni ;

2.7. Les capacités des services de la préfecture de Wallis et Futuna en matière de planification et de suivi de la GFP sont améliorées.

3.2 Activités indicatives

Les principales activités à mettre en œuvre à travers cette opération sont relatives d'une part à la mise en œuvre de l'appui budgétaire (dialogue politique, transferts financiers, revues de performance, rapportage) et d'autre part la mise en œuvre des mesures complémentaires.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'appui budgétaire, ces activités consistent en :

- La tenue d'un dialogue permanent et structurés avec le Territoire sur les progrès dans la mise en œuvre de la stratégie y compris dans l'adaptation au changement climatique, la préservation de biodiversité et l'égalité des sexes.
- La tenue d'un dialogue similaire sur les efforts sur la gestion des finances publiques, la transparence budgétaire, et la mobilisation des recettes locales.
- La revue annuelle des performances et la justification de conditions de décaissement, y compris des tranches variables.
- Le transfert au Trésor d'un maximum de EUR 20 millions si les conditions de décaissement sont remplies.
- La tenue d'un dialogue avec les acteurs locaux sur les domaines couverts par la présente opération.

Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures complémentaires, des formations pourraient être organisées et une assistance technique pourrait être mobilisée pour renforcer les capacités du territoire dans le domaine du pilotage, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie. Cet appui pourrait inclure l'appui à la planification stratégique, opérationnelle et budgétaire, y compris l'élaboration d'une stratégie marketing et le renforcement de la prise en compte de l'égalité des sexes dans la stratégie.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES). (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat ont été doivent être pris en considération au cours de la conception.

Une évaluation environnementale stratégique (EES) n'est pas nécessaire, mais les principaux aspects liés à l'environnement et au climat sont abordés dans la conception de l'action. L'intervention se concentre sur le tourisme durable, raisonnable et raisonné (tourisme de niche axé sur la nature et l'authenticité), sans inclure de projets hôteliers ou industriels lourds. La préservation des ressources naturelles comme la biodiversité marine, la gestion des déchets, la transition énergétique, et la réduction de l'empreinte écologique sont intégrées à l'action, car l'état de l'environnement influence directement la performance du secteur touristique. En particulier, le plan d'action de Wallis-et-Futuna intègre des mesures spécifiques, pour la préservation de la biodiversité marine (Action E.2), telles que la réhabilitation des systèmes d'assainissement des eaux pluviales, la mise en œuvre du schéma d'adduction en eau potable, la réhabilitation des sources d'eau douce et des puits, la collecte et le traitement des déchets sur les espaces maritimes et zones touristiques, la limitation de l'érosion du littoral, ainsi que l'aménagement des aires marines protégées (AMP). La biodiversité du territoire est reconnue comme étant de grande importance et est protégée par un cadre réglementaire solide et un plan de gestion prévu dans le cadre de la stratégie biodiversité, incluant des inventaires réguliers et des initiatives de conservation ciblées. Par ailleurs, l'augmentation du tourisme sur Wallis-et-Futuna entraînera une demande accrue en ressources naturelles, mais des mesures spécifiques sont prévues pour préserver non seulement la biodiversité marine, mais également réduire l'empreinte écologique du tourisme en soutenant les démarches favorisant la transition énergétique (Action E.3) et en développant l'éco-mobilité (Action E.4). Ces mesures assureront une gestion durable et respectueuse de l'environnement face à l'augmentation de la demande touristique.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité entre les hommes et les femmes est un objectif important, mais non principal de l'action. Ainsi, des efforts spécifiques seront déployés pour garantir que les interventions dans le secteur du tourisme prennent en compte les besoins et les contributions des femmes, en particulier en favorisant l'inclusion et l'équité dans l'accès aux opportunités de formation, et de financement dans ce secteur. Cependant, vu le manque de données et objectifs spécifiques « genre » dans la stratégie de référence, une analyse de genre sectorielle sera réalisée pour le secteur du tourisme en démarrage. Cette analyse permettra de raffiner les objectifs et indicateurs de la stratégie et, ainsi, de cette action.

L'action va donc contribuer à la réalisation des objectifs du troisième plan d'action européen sur l'égalité des sexes (GAPIII 2021-2025)⁶. L'action appuiera aussi la production de données désagrégées par sexe.

Droits de l'homme

Wallis-et-Futuna, en tant que collectivité d'outre-mer française, bénéficie de l'application des droits de l'homme tels qu'ils sont définis par la Constitution française et les traités internationaux ratifiés par la France. Le territoire jouit d'un cadre juridique garantissant les libertés fondamentales, la protection sociale et l'égalité devant la loi. Cependant, la coexistence des structures coutumières et administratives françaises peut parfois entraîner des tensions, notamment concernant l'accès à la justice et l'égalité de genre.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'inclusion des personnes handicapées n'est pas directement visée comme un objectif de l'action. Cependant, des mesures contre l'exclusion de personnes en situation de handicap dans le secteur du tourisme seront étudiées durant la mise en œuvre de la stratégie du tourisme.

Réduction des inégalités

Conformément au Marqueur d'Inégalités, cette Action a été notée comme I-1. La réduction des inégalités est un objectif important. À Futuna, 28% de la population vit sous le seuil de pauvreté, contre 18% à Wallis, révélant des défis spécifiques en matière d'accès aux ressources et aux services. L'indice de Gini de 0,43 en 2020 indique un niveau significatif d'inégalité dans la distribution des revenus. Des inégalités persistent entre les hommes et les femmes à Wallis-et-Futuna, particulièrement sur le plan économique et de l'accès à l'emploi. Les différences d'accès aux services essentiels exacerbent les inégalités, avec des infrastructures mieux développées à Wallis. À Futuna, l'autoconsommation est vitale, montrant une forte dépendance aux ressources non monétaires. La stratégie réduit les inégalités en diversifiant l'économie et en offrant des formations pour améliorer l'accès à l'emploi. Elle intègre les communautés locales dans le développement touristique et assure une distribution équitable des bénéfices.

Démocratie

Wallis-et-Futuna dispose d'un cadre démocratique combinant institutions républicaines françaises et structures coutumières locales. Les élections régulières et le système de représentation permettent une participation démocratique de la population. Les chefferies coutumières coexistent avec les institutions démocratiques modernes, telles que l'Assemblée territoriale, élue au suffrage universel. Cette dualité crée un équilibre unique, où les décisions importantes doivent souvent tenir compte à la fois des structures démocratiques et des autorités coutumières, assurant ainsi une gouvernance qui respecte les traditions locales tout en adoptant des principes démocratiques. Toutefois, des défis subsistent, notamment la participation des femmes et la modernisation des institutions.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action contribue à la sensibilité aux conflits, à la paix et à la résilience principalement par la mise en place d'une gouvernance sectorielle inclusive, via notamment le Conseil Territorial du Tourisme, l'engagement des communautés locales, incluant les femmes et les jeunes, dans le développement touristique, la formation professionnelle pour améliorer la résilience économique et réduire le chômage, la diversification de l'économie et la création d'emploi, ainsi que par la conservation de la biodiversité et la promotion d'une gestion durable des ressources qui préviennent la dégradation environnementale, renforçant la résilience face aux changements climatiques.

Réduction des risques de catastrophes

L'action contribue à la réduction des risques de catastrophes, notamment par la préservation des ressources naturelles et la réduction de l'impact environnemental des activités touristiques. La préservation des ressources naturelles à Wallis-et-Futuna, notamment par la mise en place des Aires Marines Protégées (Action E.2 de la stratégie tourisme) et la réhabilitation des mangroves, réduit les risques de catastrophes en protégeant les écosystèmes côtiers. La gestion durable des déchets et de l'eau (Action E.2) prévient la pollution et les risques sanitaires, essentiels en cas de catastrophes naturelles. La promotion des énergies renouvelables (Action E.3) et des pratiques touristiques durables limite l'impact environnemental, renforçant ainsi la résilience du territoire face

⁶ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

aux catastrophes. La construction des infrastructures touristiques sera faite en respects des standards régionaux de résistance aux événements climatiques.

Autres considérations, le cas échéant

Les jeunes connaissent un taux de chômage alarmant de 42,7%. Ils sont confrontés à un manque d'opportunités économiques locales et à des difficultés d'accès à une formation et à un emploi qualifié, ce qui les pousse à émigrer vers des régions plus prospères. La stratégie inclut des initiatives spécifiques pour la formation et l'orientation professionnelle des jeunes vers le secteur du tourisme

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risque	Probabilité	Impact	Mesures d'atténuation
1. Environnement Externe	Émigration des jeunes wallisiens réduisant la main-d'œuvre locale	Élevée	Moyen	créer des emplois attractifs pour les jeunes, et mettre en œuvre des politiques incitatives pour retenir les talents locaux.
	instabilité politique en Nouvelle-Calédonie compromettant les liaisons aériennes	faible	élevée	Diversification des liaisons aériennes
	Crise sanitaire, économique, géopolitique.	faible	élevée	Élaborer des plans de gestion de crise pendant des périodes d'instabilité.
2 planification, procédés et systèmes	Manque de mesures spécifiques pour la prise en compte du genre, des groupes marginalisés et des handicapés dans la stratégie. Manque de données et d'analyse sur les questions genre en lien avec le secteur d'intervention	moyen	moyen	Dialogue sur le renforcement de mesures spécifiques en faveur de l'égalité de genre et des groupes marginalisés, tels que les personnes en situation de handicap- Intégration de l'analyse de genre aux travaux de l'appui complémentaire
3. Personnes et Organisation	Capacités limitées du Territoire pour la mise en œuvre et le suivi de la stratégie tourisme durable.	Moyenne	Élevé	Mobilisation de l'appui complémentaire pour le renforcement des capacités de mise en œuvre et de suivi de la stratégie. Capitalisation des enseignements tirés du CCT.
4. Légalité et Régularité	Absence d'un cadre légal clair pour les droits fonciers limitant les investissements ou générant des retards dans la réalisation des investissements.	Élevée	Moyen	Dialogue politique sur la révision du cadre légal relatif au droit foncier et l'implication. des autorités coutumières dès le stade de la planification des projets
Égalité de genre	Une analyse de contexte et de problèmes qui ignore le genre pourrait renforcer les inégalités de genre existantes et entraver la réalisation des droits humains dans le secteur, tout en compromettant l'efficacité et la durabilité de l'action.	Moyen	Moyen	Les connaissances et les outils de l'intégration de la dimension de genre sont disponibles. Un suivi sensible au genre est utilisé. L'intégration de la dimension de genre est appliquée à toutes les phases des services de soutien.

Enseignements tirés :

Efficacité des Interventions

- **Contrat de Convergence et de Transformation (CCT) 2019-2022** (Document de planification pluriannuel signé entre l'Etat et le Territoire): Des performances mixtes avec certains projets bien exécutés et d'autres retardés. Les succès reposent sur des objectifs clairs et une bonne planification, tandis que les retards sont souvent dus à des problèmes de maturité, de projet et de gestion foncière.
- **Programme d'appui à la stratégie sectorielle de développement numérique de Wallis-et-Futuna » (PASSDNWF)** : bonne communication et réalisation des objectifs malgré la pandémie, sauf pour le déploiement de la fibre optique.

Facteurs influents

- **CCT** : Les points positifs incluent le soutien politique et la collaboration interservices. Les obstacles majeurs comprennent les retards dus à la pandémie, la hausse des coûts et la gestion foncière complexe.
- **PASSDNWF** : Le financement de l'UE et l'assistance technique ont facilité le programme, mais les changements fréquents des cadres de l'administration et les retards de mise en œuvre ont posé des défis.

Application des Enseignements

- Les leçons ont été intégrées pour améliorer la planification, le suivi et la gouvernance des projets. Cela inclut l'utilisation d'indicateurs clés, l'implication de l'ensemble des parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets, l'amélioration de la coordination entre les services, et avec les autorités coutumières dès le stade de la planification des projets.

Rôles Clés

- Le **SCOPPD** coordonne la politique publique et surveille les projets, intégrant les enseignements dans les stratégies futures comme celle du tourisme.
- La **Mission Tourisme (SAEDT)** gère l'élaboration, la mise en œuvre (y compris la coordination) et le suivi de la stratégie touristique en collaboration avec le SCOPPD.

Ces analyses révèlent l'importance de la clarté des objectifs, de la préparation préalable, et de l'adaptation continue des stratégies aux réalités du terrain pour le succès des initiatives de développement à Wallis-et-Futuna.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de fournir à Wallis-et-Futuna les moyens nécessaires pour développer un tourisme durable, favorisant ainsi soutenir le développement socio-économique durable et inclusif du Territoire en développant un tourisme durable. Les produits directs de cette action comprennent la création d'un espace budgétaire indispensable au financement de la stratégie, la prévisibilité des fonds, la réduction des coûts de transaction, un dialogue aligné sur les priorités politiques entre le Territoire et l'UE, des actions de coopération technique, l'amélioration du suivi de la stratégie et l'amélioration du plan d'action d'amélioration de la GFP et de son suivi. Les produits induits par l'Action, tels que la structuration de la gouvernance touristique, la promotion de la destination et la facilitation de l'accès, la formation et l'accompagnement des acteurs locaux, le renforcement de l'offre touristique et l'aménagement durable du territoire, sont conçus pour répondre aux principaux obstacles au développement du secteur. À long terme, le développement du tourisme durable favorisera le développement socio-économique durable et inclusif de Wallis-et-Futuna par une diversification de l'économie, la création d'emplois et d'opportunités économiques pour les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, l'inversion du déclin démographique, la réduction de la pauvreté et des inégalités, ainsi que par le renforcement de la résilience face aux chocs économiques et climatiques.

La stratégie intègre notamment la protection de l'environnement, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, la réduction des inégalités, en particulier les inégalités frappant les jeunes, la résilience et la réduction des risques de catastrophes. Les principales hypothèses sont que les activités prévues seront effectivement mises en œuvre, que les parties prenantes locales participeront activement et que les conditions sanitaires, économiques et politiques régionales et mondiales resteront stables.

Le dialogue politique avec l'administration supérieure et les autres parties prenantes locales soutiendra la logique d'intervention en garantissant des efforts concertés et inclusifs. Il permettra d'examiner les progrès accomplis au regard des conditions générales et des conditions spécifiques (actualisation du plan d'action GFP) et d'en tirer les enseignements pour la suite du programme. Les priorités du dialogue incluront donc :

- La gestion des finances publiques (mise à jour et suivi du plan d'action pour l'amélioration de la GFP/transparence).
- Le maintien de l'éligibilité de la stratégie de développement du tourisme durable (pertinence, crédibilité, progrès), y compris la planification opérationnelle et budgétaire de la stratégie, la fiabilisation des données sur les flux de visiteurs, le développement d'une stratégie marketing, le cadre de performance et son suivi.
- La gestion des risques : émigration des jeunes, les inégalités homme-femme, capacités de mise en œuvre et de suivi de la stratégie, la gestion des défis liés aux droit foncier.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Les indicateurs utilisés dans la matrice du cadre logique se réfèrent à la logique d'intervention de l'appui budgétaire. Ils contribuent au suivi de la mise en œuvre du programme au regard de ses objectifs et permettent d'évaluer ensuite sa contribution aux réalisations de la politique du pays. La liste d'indicateurs ci-dessous ne doit pas être comprise comme la liste d'indicateurs orientant le décaissement des tranches variables et précisée dans la partie correspondante de la convention de financement signée avec le pays partenaire, bien que certains indicateurs puissent être utilisés à ces deux fins et seront cochés par conséquent.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateurs (15 au maximum)	Valeurs de référence (année)	Valeurs cibles à l'horizon de la fin du contrat d'appui budgétaire (année)	Sources de données (1 par indicateur)
Impact indicatif de la politique	Améliorer le développement économique et social, durable et inclusif, de Wallis et Futuna	1. Taux de pauvreté. 2. Gini Index (par sexe)	1. 25,2 % (2019) 2. 0,43 (2020)	1. À déterminer 2. À déterminer	1. Enquête budget familles 2. Etat
Effets attendus de la politique (Objectif spécifique)	L'offre et la demande de produits et services touristiques durables et socialement intégratifs à Wallis & Futuna sont accrus.	1. Nombre d'entrées annuelles de non-résidents par voie aérienne. * 2. Nombre de patentés dans le secteur du tourisme (par genre, île) 3. Qualité des eaux de baignade	1. A déterminer (2023) 2. 135 patentés (2022) 3. 7 sites d'eau de baignade de bonne qualité (2023)	1. A déterminer 2. 170 patentés (2029) 3. 14 sites (2029)	Rapport Annuel d'Exécution (RAE)
Produits induits	1.1. La gouvernance touristique du territoire est renforcée	1.1.1 Statut de l'office de tourisme 1.1.2 Statut de la réglementation du secteur touristique 1.1.3 Nombre de processus liés aux pratiques des pays partenaires en matière de commerce, d'investissement et d'affaires, ou à la promotion de la dimension extérieure des politiques internes de l'UE ou de l'intérêt de l'UE, qui ont été influencés (CREM 2.15)	1.1.1 Inexistant (2024) 1.1.2 Inexistant (2024) 1.1.3 à déterminer	1.1.1 Office établi (2026) 1.1.2 Règlementation adoptée (2026) 1.1.3 à déterminer	<ul style="list-style-type: none"> Journal officiel (JO) du Territoire Arrêté exécutoire
	1.2. La promotion et la facilitation de l'accès à WF sont améliorés	1.2.1 Nombre de visiteurs sur le site web du tourisme du Territoire 1.2.2 Montant des investissements réalisés dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires	1. 34 853 (2023) 2. 2.695.000 € (2020-2023)	1. 80000 (2028) 2. A définir.	RAE

	1.3 Les capacités des acteurs du secteur du tourisme et la professionnalisation du secteur touristique sont renforcées	<p>1.3.1 Nombre de personnes qui ont bénéficié d'interventions d'Enseignement et Formation Professionnelle (EFP)/de développement des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE: <i>(désagrégé par genre-île-âge-niveau de revenu-handicap-ethnicité)</i> (CREM 2.14)</p> <p>1.3.2 Montant des aides octroyées aux porteurs de projet. <i>(Désagrégé par genre/île/âge)</i></p> <p>1.3.3 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers (CREM 2.17) <i>(désagrégé revenu/handicap/ethnicité)</i></p>	<p>1. 25 (2023)</p> <p>2. <i>A déterminer</i></p>	<p>1. <i>A déterminer</i> (2028)</p> <p>2. <i>A déterminer</i></p>	RAE
	1.4 L'Offre de tourisme durable et inclusif est renforcée	<p>1.4.1 Nombre de lits touristiques marchands créés à Wallis et Futuna</p> <p>1.4.2 Nombre d'évènements créés sur le territoire</p> <p>1.4.3 Nombre de marchés locaux mis en place sur le territoire</p> <p>2</p>	<p>1. 201 lits (2023)</p> <p>2. 2 évènements (2023)</p> <p>3. 1 marché local (2023)</p>	<p>1. 250 lits (2028)</p> <p>2. 6 évènements (2028)</p> <p>3. <i>A Déterminer</i> (2028)</p>	RAE

	1.5 L'aménagement durable du Territoire est renforcé	1.5.1 Nombres de sites culturels et espaces aménagés 1.5.2 Nombre d'installations d'assainissement collectives ou non- collectives aux normes 1.5.3 Nombre de kilomètres de piste cyclables/pédestres mis en place. 1.5.4 Conventions avec les villages pour l'entretien des ressources en eau. 1.5.5 Conventions avec les villages pour la mise en place des AMP (Aires Maritimes Protégées).	1. 9 sites (2023) 2. 12 systèmes (2023) 3. 0 Km	1. 15 sites (2028) 2. 28 systèmes (2029) 3. 8 Km	RAE
Produits directs	2.1 Un espace budgétaire accru.	2.1.1 montant de l'appui budgétaire transféré	À déterminer	13% (estimation)	RAE
	2.2 La Prévisibilité des fonds est améliorée	2.2.1 Taux d'exécution en « n » des recettes de l'appui budgétaire programmé en « n »	À déterminer	100%	RAE
	2.3 Les coûts de transaction sont réduits	2.3.1 Part de l'appui budgétaire consacrée à la gestion du programme	À déterminer	0%	RAE
	2.4 Dialogue entre le territoire et l'UE plus aligné sur les priorités politiques et concourant à la gestion des risques.	2.4.1 Situation du plan annuel pour le dialogue sur les politiques.	À déterminer	Plan de dialogue actualisé annuellement	RAE
	2.5 Le suivi et les rapports des réformes du pays sont améliorés.	2.5.1 Nombre de rapports annuels de suivi de la stratégie publiés dans les délais prévus.	Pas de rapport	Rapport annuel publié	Site web AdSup
	2.6 Un appui institutionnel (assistance technique, formation) dans la mise en œuvre de la stratégie est fourni	2.6.1 Indicateurs définis dans les termes de référence des contrats d'assistance technique	À déterminer	À déterminer	RAE

	2.7. Les capacités des services de la préfecture de Wallis et Futuna en matière de planification et de suivi de la GFP sont améliorées.	2.7.1 Nombre de pays soutenus par l'UE pour renforcer la mobilisation des recettes, la gestion des finances publiques et/ou la transparence budgétaire† (CREM 2.19) 2.7.2 État de situation du plan d'action GFP	À déterminer	Plan d'action actualisé	RAE
--	---	---	--------------	-------------------------	-----

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le territoire partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

4.3.1 Justification des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué à l'appui budgétaire est de 20 000 000 EUR et celui alloué à l'appui complémentaire est de 400 000 EUR. Ce montant repose sur plusieurs facteurs clés qui incluent :

- **Les besoins de financement du territoire** : le transfert financier intervient dans un contexte où les recettes locales sont structurellement insuffisantes pour couvrir les dépenses courantes et les investissements nécessaires pour le développement du Territoire. Le budget 2023 révèle un déficit d'environ 2 445 967 EUR qui témoigne d'un besoin critique de financements supplémentaires, pour investir dans des secteurs clés comme le tourisme durable, qui requiert des investissements majeurs en infrastructures et services.
- **Valeur ajoutée de l'appui budgétaire** : L'appui budgétaire de l'UE ne se limite pas à un simple transfert financier. Cette approche permet de renforcer les capacités de gestion des finances publiques, et la gouvernance des politiques, via les conditions générales d'éligibilité, le dialogue politique, et les mesures complémentaires. De plus, le soutien significatif de l'UE, réduit la dépendance vis-à-vis des subventions étatiques et favorise une plus grande autonomie financière du Territoire.
- **Le bilan des décaissements antérieurs**. L'enveloppe appui budgétaire du programme territorial 11^{ème} FED a été entièrement décaissée et les résultats attendus ont été atteints avec une efficacité relevée par l'évaluation du programme, hormis en ce qui concerne le déploiement de la fibre optique qui a été largement perturbée par la pandémie de la Covid-19.

Le programme d'appui budgétaire (20 millions d'euros) pour Wallis-et-Futuna est planifié sur quatre ans, de 2025 à 2028. Le calendrier et le profil des décaissements suivants proposés pour l'action sont donnés à titre indicatif. Le calendrier et le profil réels des décaissements seront définis dans la convention de financement et pourront être modifiés.

Type de Tranche	2025	2026	2027	2028	Total (Euros)
Tranches fixes (TF)	6 000 000	4 000 000	4 000 000	2 000 000	16 000 000
Tranches variables (TV)	-	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000
Total (Euros)	6 000 000	4 000 000	6 000 000	4 000 000	20 000 000

4.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Conditions

Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique durable de Wallis et Futuna 2020-2030 et maintien de la crédibilité et de la pertinence de celle-ci ou de la politique ultérieure;

- maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres;
- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme;
- progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

Les conditions particulières ainsi que les tranches auxquelles elles s'appliquent sont les suivantes:

b) Les indicateurs de performance pour les décaissements susceptibles d'être utilisés pour les tranches variables peuvent se concentrer sur les priorités stratégiques suivantes (indicatif)⁷:

- **Entrées annuelles de non-résidents par voie aérienne.** Mesure le nombre de touristes entrant à Wallis-et-Futuna par voie aérienne chaque année. Indicateur de l'attractivité touristique et de l'efficacité des initiatives de promotion du tourisme.
- **Nombre de personnes formées dans le secteur touristique (désagrégué par genre) :** Mesure le nombre total de personnes ayant bénéficié de formations spécifiques visant à améliorer leurs compétences dans le secteur touristique à Wallis-et-Futuna.
- **Nombre de lits recensés à Wallis et Futuna :** Compte le nombre total de lits disponibles pour l'hébergement touristique, fournissant une mesure de la capacité d'accueil du territoire.
- **Nombre d'installations d'assainissement collectives ou non- collectives mise aux normes.** Évalue le nombre d'installations d'assainissement, collectives ou individuelles, conformes aux normes réglementaires chaque année. Indicateur des progrès en santé publique et durabilité environnementale.

c) Modifications.

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir la modification des indicateurs ou la révision à la hausse ou à la baisse des cibles. Ces modifications doivent être autorisées par écrit *ex ante*, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsqu'il y a des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes qui rendent l'indicateur ou la valeur cible non pertinents et ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ce cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable dans la même année, soit être transféré à la tranche variable de l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3 Détails de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs Pacifique (XPF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

⁷ D'autres indicateurs, tels que le nombre de patentés dans le secteur touristique, peuvent aussi être considérés

Conformément aux conditions de décaissement fixées dans la convention de financement, le Territoire présente à la Commission européenne une requête officielle de décaissement pour chaque paiement annuel aux dates indiquées dans le calendrier indicatif des décaissements, comprenant : i) une analyse et une justification les plus exhaustives possibles pour le décaissement des fonds, y compris des pièces justificatives qui doivent être annexées et ii) une fiche signalétique financière dûment signée afin de faciliter les paiements ultérieurs. La présentation formelle de la demande complète, incluant les éléments susmentionnés, constitue une condition préalable à l'examen par la Commission européenne du respect des conditions générales et spécifiques relatives au déboursement des tranches. En l'absence de dossier complet, la Commission européenne pourra être amenée à ajourner le traitement de la demande.

4.4 Modalités de mise en œuvre de l'appui complémentaire à l'appui budgétaire

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

4.4.1 Gestion directe (marchés publics)

Il est envisagé de lancer des appels d'offre pour des services d'assistance technique visant le renforcement des capacités des acteurs locaux pour la mise en œuvre de la stratégie dans le domaine du tourisme. Cet appui contribuera à l'atteinte de l'objectif spécifique de développement du tourisme durable.

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où les critères généraux d'éligibilité de l'appui budgétaire ne sont plus respectés, ou suite à l'accord de la Commission sur une demande dûment justifiée du bénéficiaire en cas de difficultés importantes rencontrées lors de la mise-en-œuvre, le mode de gestion pourrait passer à une gestion indirecte.

Dans le cas où cette action devrait être mise-en-œuvre en gestion indirecte, l'entité qui implémentera le projet sera sélectionnée sur la base des critères suivants : 1) être soumise à une évaluation des piliers, 2) avoir une forte capacité d'implémentation sur le terrain dans le PTOM bénéficiaire et 3) avoir une expérience solide dans le domaine du tourisme durable et dans les politiques européennes.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 8, du règlement ICVDCI – Europe dans le monde, applicable également aux PTOM en vertu de l'article 79 de la décision d'association outre-mer).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Appui budgétaire — cf. section 4.3 contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles	20 000 000
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	400 000
Évaluation – cf. section 5.2 ⁸ Audit – cf. section 5.3	-
Totaux	20 400 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La mise en œuvre de la stratégie sectorielle est assurée par l'Administration Supérieure du Territoire de Wallis-et-Futuna" et est supervisée par le Préfet, chef du territoire. L'Assemblée Territoriale vote les délibérations et les budgets, assure un suivi de l'exécution de la stratégie de développement touristique durable, exerce un contrôle de légalité, et le cas échéant interpelle l'exécutif sur la mise en œuvre de la stratégie.

Le Conseil Territorial du Tourisme (CTT), placé sous la double autorité du préfet et du président de l'Assemblée Territoriale (Délibération n°93/AT/2019), constitue le comité de pilotage de la stratégie. Il est composé de membres des secteurs public, privé et associatif, et se réunit au moins deux fois par an. Son secrétariat est assuré par la Mission Tourisme. Sous l'autorité du préfet, l'Administration Supérieure, assure la production, sur base annuelle, des rapports permettant : i) d'apprécier l'état d'avancement du programme sur les axes et mesures identifiées ; ii) de vérifier si les conditions de décaissement sont remplies et, iii) de fournir des éléments pour alimenter le dialogue sectoriel sur les réformes concernées par le programme (état d'avancement de la réforme, retards et contraintes...).

Le dialogue politique comblera des échanges formels, dans le cadre des structures existantes, telles que le CTT, et des échanges informels qui permettront de renforcer la communication entre les différents acteurs et d'aborder de manière flexible et rapide les problématiques émergentes, favorisant ainsi une meilleure adaptation aux spécificités locales et une coordination plus fluide.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la

⁸ Financés sous une autre Décision

modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le cadre de suivi de la stratégie de tourisme durable pour Wallis-et-Futuna intègre des indicateurs de performance, de réalisation, d'activité et de moyens. Les examens seront réalisés deux fois par an par le Conseil Territorial du Tourisme (CTT), avec des rapports annuels publiés par l'administration supérieure au plus tard à la fin du premier semestre de l'année suivante.

Le CTT, sous la co-présidence du préfet et du Président de l'Assemblée Territoriale, supervise la mise en œuvre de la stratégie. La Mission Tourisme, le STSEE et l'Observatoire du Tourisme collecteront et analyseront les données nécessaires. Ces données seront utilisées pour informer les décisions politiques, ajuster la stratégie et maintenir la transparence. Le cadre de suivi est intégré dans les structures institutionnelles existantes, garantissant une utilisation efficace des données. Le système de suivi inclut activement, au travers du CTT, diverses parties prenantes, y compris l'A.T, le secteur privé, les associations et la société civile, pour garantir que le suivi est inclusif et représente fidèlement les impacts des politiques sur différents segments de la population.

Les systèmes statistiques et de suivi ainsi que la qualité des données officielles dans le domaine d'action ont été évalués. Cette évaluation a été prise en compte dans la conception de l'action de la manière suivante : relevant certaines faiblesses, notamment dans la mesure des flux touristiques, de leur impact économique et environnemental, ainsi que de la dimension genre et intergénérationnel du secteur, le suivi de la stratégie sera centré sur les indicateurs actuellement mesurables de façon fiables. L'appui complémentaire sera mobilisé pour renforcer progressivement le cadre de mesure des performances et les capacités de suivi des performances. Les données seront ventilées par sexe pour évaluer les impacts différenciés sur les hommes et les femmes. De plus, une attention particulière sera portée aux aspects intergénérationnels, afin de garantir que le développement touristique soit inclusif et bénéfique pour toutes les tranches d'âge de la population. Tous les suivis et rapports doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte la réduction des inégalités.

La Commission peut s'appuyer sur les systèmes statistiques existants pour le dialogue sur les politiques et les décisions concernant les indicateurs de tranche variable. En cas de faiblesses dans la qualité des données, des mesures d'atténuation seront mises en place, telles que des vérifications supplémentaires, des visites sur le terrain et des missions d'examen externe.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques et la mesure dans laquelle l'action intègre l'approche fondée sur les droits humains et contribue à l'égalité des sexes, et à l'inclusion des personnes en situation de handicap, en tenant compte en particulier du fait que les risques identifiés dans la section 3.4 peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre du programme. Il est essentiel de garantir une expertise en matière de droits humains, de handicap et d'égalité des sexes au sein des équipes d'évaluation.

L'évaluation devrait examiner de la présente action peut être réalisée individuellement ou dans laquelle mesure l'action intègre l'approche fondée sur les droits humains et contribue à l'égalité des sexes, à l'autonomisationle cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des femmes et à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Il est essentiel de garantir une expertise en matière de droits humains, de handicap et d'égalité des sexes au sein des équipes d'évaluation. L'évaluation de la présente action peut être réalisée

individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour la mission d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations⁹. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE restent une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

⁹ Voir les [bonnes pratiques en matière de communication des évaluations](#).

- Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	